

PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LANGUES CANADA
LE JEUDI 18 MAI 2017

Participants :	Cath D'Amico (présidente) Mike Walkey Geneviève Bouchard David Matthews	Julian Inglis Veronica Cartagenova Gary Gervais Biba Fakhouri	Sharon Curl Stéphane Lemelin Anthony Stille
Empêchements :	Gregory Mattei Ernest Mulvey	John Taplin	Gabriela Facchini
Personnel :	Gonzalo Peralta Rachel Lindsey	Linda Auzins	Joëlle Tannous (procès-verbal)

1. Ouverture de la séance

i. Mot de bienvenue et ouverture

Cath D'Amico accueille toutes les personnes présentes, à sa première réunion officielle du conseil en tant que présidente. Elle incite les membres à s'exprimer dans la langue de leur choix et demande à tous de respecter les *Robert's Rules of Order* durant les réunions. Elle annonce quelques changements à l'ordre du jour : sous « questions diverses », le partenariat mondial avec ICEF a été supprimé, car il n'était pas prêt à être discuté. La proposition d'ICEF sera présentée en vue d'un examen électronique du conseil. La question du renouvellement des exigences d'adhésion à LC sera traitée dans un courriel séparé.

ii. Approbation de l'ordre du jour

MOTION : Stéphane Lemelin propose qu'on approuve l'ordre du jour modifié. Mike Walkey appuie cette proposition. (Motion proposée, appuyée et adoptée à l'unanimité.)

iii. Approbation des procès-verbaux des réunions du conseil du 26 février et du 1^{er} mars 2017

MOTION : Geneviève Bouchard propose qu'on approuve les procès-verbaux des réunions du conseil du 26 février et du 1^{er} mars 2017, conformément à leur présentation. Julian Inglis appuie cette proposition. (Motion proposée, appuyée et adoptée à l'unanimité.)

iv. Rapport financier (rapport ci-joint)

David Matthews présente le rapport pour la première fois à titre de trésorier. Il fait remarquer que les cotisations correspondent presque aux prévisions budgétaires. Le congrès de 2017 a permis de réaliser un bénéfice de 41 500 \$ par rapport à la somme budgétée de 19 000 \$. Les quatre premiers mois de l'année écoulés, l'association respecte toujours son budget. Les autres dépenses sont aussi conformes au budget. Gonzalo confirme qu'il existe un système de freins et de contrepoids et tous les membres sont encouragés à poser des questions à propos des finances. David signale qu'au 30 avril, il y avait toujours quelques cotisations impayées. Des rappels ont été envoyés aux personnes concernées et nous devrions recevoir les paiements sous peu.

MOTION: Biba Fakhouri propose que le rapport financier soit approuvé conformément à sa présentation. Sharon Curl appuie cette proposition. (Motion proposée, appuyée et adoptée à l'unanimité.)

2. Revue de la dernière réunion

i. Poste à pourvoir au conseil (démission de Kristina Stewart)

En raison de la démission de Kristina Stewart, il y a un poste à pourvoir au conseil. Cette question sera soulevée auprès du comité exécutif à la prochaine réunion. Les recommandations au sujet de ce poste seront présentées au conseil d'administration pour la prochaine réunion.

ii. Demande de statut de membre privilégié (Canquest Academy)

Canquest Academy, située à North Vancouver, en Colombie-Britannique, a présenté une demande de statut de membre privilégié. Le conseil a examiné la raison d'être d'une telle demande, en a discuté et a voté contre la demande de statut de membre privilégié de Canquest Academy.

MOTION: Julian Inglis propose que la demande de statut de membre privilégié de Canquest Academy soit refusée. Geneviève Bouchard appuie cette proposition. (Motion proposée, appuyée et adoptée à l'unanimité.)

3. Comités permanents

A. Assurance de la qualité (rapport ci-joint)

Julian présente Veronica Cartagenova en tant que coprésidente du comité de l'assurance de la qualité. Les modifications aux droits de licence pour les normes de LC et aux titres de compétences des enseignants sont toujours en cours. Le comité discutera aussi de distancer l'association de TESL Canada, afin de s'aligner sur d'autres associations qui énoncent les titres de compétences des enseignants dans leurs normes, mais ne précisent aucune association. Julian Inglis assistera au congrès de TESL Canada à Niagara Falls, le 8 juin, et fera une présentation sur l'assurance de la qualité au nom de LC, dans le cadre d'un groupe d'experts. Julian annonce que le congrès de cette année de QALEN aura lieu en Nouvelle-Zélande. Lors du congrès de cette année, une proposition pour accueillir l'assemblée de 2018 devrait être préparée, étant donné que ce sera le tour du Canada d'être l'hôte. Julian L'Enfant informe le conseil de ses discussions amorcées au congrès d'EAQUALS et propose que LC devienne un membre associé d'EAQUALS.

B. Patronage

Gonzalo présente Gary Gervais à titre de président du comité du patronage. Nathalie Samson n'est plus à l'emploi de LC, donc Gonzalo s'occupe de la défense des intérêts et travaille en étroite collaboration avec Rachel Lindsey, la plus récente membre de l'équipe de LC. Gonzalo signale que LC surveille les questions d'actualité et réagit au besoin. Gary et Gonzalo conviennent d'organiser une réunion sur la défense des intérêts en juin.

Gonzalo rend compte des principaux dossiers en matière de défense des intérêts. La collecte de données pour le sondage annuel s'est achevée le 8 mai et la première ébauche sera prête plus tard ce mois-ci. La version définitive sera présentée au conseil et aux membres. Les données sont conformes aux résultats de l'an dernier : une augmentation du nombre d'étudiants, mais une réduction du nombre de semaines d'étude. Le processus de collecte de données de l'an prochain sera plus facile étant donné que nous aurons de meilleurs outils (CRM).

LC confirme la tenue de la Journée des étudiants du monde dans 12 villes avec d'autres villes prévues. Il s'est avéré difficile de trouver des lieux appropriés. La vente de billets a commencé à Vancouver et Toronto et 500 billets ont déjà été vendus. Gonzalo incite les membres à acheter des billets pour leurs étudiants, plutôt que de les vendre, étant donné qu'il s'agit d'une célébration des étudiants étrangers au Canada. Des invitations ont été envoyées à des représentants politiques et des invités.

L'association est en phase finale de trouver une solution, avec IRCC, à la question des doubles visas. IRCC examine la possibilité d'introduire une prolongation d'un an pour le visa d'étudiant, à l'intention des étudiants en train de faire une demande de second visa. Il pourrait s'agir d'une façon de créer un visa passerelle comme LC s'efforce de faire. Gonzalo propose de l'appeler le « visa passerelle canadien ». Des représentants d'ILAC ont organisé une réunion avec la députée Hedy Fry (Vancouver-Centre), qui est une députée libérale influente au Parlement, et d'autres représentants de programmes de LC, à Vancouver. La députée fera ensuite part de cette question au caucus libéral. LC et le secteur de l'enseignement des langues ont été présentés sous un jour favorable et

stratégique, montrant à la députée que l'association souhaite éclairer le gouvernement pour la prise de décisions appropriées en matière de politiques.

Julian propose de présenter le nouveau plan stratégique, pour la question des doubles visas, en tenant compte de l'assurance de la qualité. Si LC peut justifier les doubles visas en fonction de l'assurance de la qualité, IRCC accepterait probablement d'accorder le droit au travail aux étudiants étrangers inscrits à des programmes de langues. Julian soutient que ceci établirait une distinction réelle entre les membres de LC et les non-membres.

C. Effectifs et congrès (rapport ci-joint)

Linda signale que les anciennes écoles Loyalist ont été regroupées sous la marque Sprott Shaw. De plus, IH Pacific Group (Vancouver et Whistler) a été acheté par Human Holdings. Le groupe effectue actuellement le processus de transfert de propriété et d'accréditation d'Orion.

Le congrès de 2018 de LC marquera le 10^e anniversaire de l'association et aura très probablement lieu à Toronto. Il faut toujours en déterminer l'endroit de façon définitive, mais il semble qu'il aura lieu au Marriott Eaton Centre ou à l'Intercontinental. Les dates idéales de tenue du congrès sont du 28 février au 3 mars. Une célébration spéciale sera prévue pour le 10^e anniversaire.

D. Affaires internationales (rapport ci-joint)

Anthony signale que le comité des affaires internationales ne s'est pas réuni depuis le congrès. Rachel étant à présent la directrice des affaires internationales et des opérations, une réunion sera planifiée au cours des prochaines semaines. Il informe le conseil que le financement d'OMA a été approuvé, à l'appui de nos visites de familiarisation et missions commerciales. Le comité envisage une mission exploratoire possible au Maroc avant la fin de mars 2018. Anthony traite brièvement du succès des missions commerciales antérieures et d'ICEF Vancouver. Il mentionne aussi que les discussions avec les délégués commerciaux se sont accrues depuis le congrès en février. Il annonce que les inscriptions ont commencé pour les missions commerciales à venir au Mexique et en Asie centrale. L'association s'attend à ce que huit à dix membres participent à la visite de familiarisation dans les Prairies. Anthony fait observer que Charbel assure le suivi avec les agents de missions commerciales précédentes pour les inciter à participer aux visites de familiarisation. Anthony fait remarquer qu'il n'y a pas eu d'autre progrès en ce qui concerne l'accord éventuel avec le ministère de la Défense de Colombie. Il annonce que le Congrès des Amériques aura lieu à Montréal, en octobre, et que LC compte y participer pour traiter de la question de combler l'écart en vue d'appuyer la mobilité des étudiants entre les établissements brésiliens et canadiens, parce que tout ce qui est lié à la mobilité implique la langue.

4. Groupes d'intérêt du secteur

A. Groupe d'intérêt des programmes de français (rapport ci-joint)

Stéphane informe le conseil que la prochaine réunion du groupe d'intérêt des programmes de français aura lieu le 8 juin et qu'il n'y a aucune nouvelle activité à signaler depuis le congrès. Gonzalo affirme que des membres privés au Québec attendent toujours que le gouvernement du Québec fournisse un cadre pour donner aux membres accrédités du secteur privé la désignation et la reconnaissance appropriées. La date limite de réponse est le 1^{er} juin. Le gouvernement du Québec n'a pas répondu aux demandes de renseignements de LC. Marie-Christine fait activement la promotion de la visite de familiarisation au Québec, mais il y a peu d'intérêt probablement en raison de l'incertitude au Québec.

Stéphane exprime sa déception face à la participation des programmes de français au congrès. Étant donné que le congrès s'est déroulé au Québec, il y aurait dû y avoir une plus grande participation des programmes de français membres. Seulement la moitié d'entre eux y ont assisté. Il reconnaît le soutien continu et l'investissement que fait LC dans les programmes de français, mais il met en question les intentions des programmes de français en tant que membres de LC.

B. Groupe d'intérêt du secteur public

Gonzalo informe le conseil de la réunion du groupe d'intérêt du secteur public, le 15 juin. Ernest s'occupe des collègues en anglais et Biba, des universités en français. Ensemble, ils se sont avérés être un duo dynamique.

C. Groupe d'intérêt du secteur privé

Aucun rapport.

5. Sections

A. Section de C.-B.

Mike Walkey explique que ni les Libéraux ni le NPD n'ont obtenu la majorité aux récentes élections en Colombie-Britannique. On s'attend à un ou deux nouveaux dépouillements pour remporter une majorité ou établir une coalition avec le Parti Vert. LC est en état d'attente jusqu'à ce que le gouvernement soit confirmé. Une réunion de la section de C.-B. est prévue pour le 16 juin, à Vancouver.

B. Section de l'Ontario

Ernest Mulvey accepte de coprésider la section de l'Ontario au congrès de LC. D'autres renseignements seront fournis à la suite de la réunion du groupe d'intérêt du secteur public, en juin. Geneviève remercie l'équipe de LC d'avoir résolu la question de l'occupation en Ontario et pour son travail avec le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle.

C. Langues Québec

Aucun rapport.

6. Autres rapports

A. Communications

Gonzalo demande aux membres du conseil s'ils participent aux mises à jour hebdomadaires de LC, mais il ne semble pas y avoir beaucoup d'intérêt. Il fait remarquer que notre présence dans les médias sociaux n'a cessé de croître, en dépit de l'absence d'un gestionnaire des communications. LC possède à présent un compte Instagram visant à attirer davantage d'étudiants. L'élaboration du logiciel CRM est en phase finale et on devrait le lancer bientôt.

7. Questions diverses

A. Accord à approuver : Western Union

Gonzalo informe le conseil à propos de Western Union et explique à quel point il pourrait être important pour LC de conclure un accord de partenariat avec un organisme international qui s'occupe de transactions financières. LC a recours à WU depuis 2 ou 3 ans et peut attester de sa réputation. En échange d'une commission offerte à LC, WU offrirait ses services à nos membres. L'accord de partenariat et de commandite représenterait une valeur ajoutée pour les membres, étant donné que Western Union comprend très bien les qualités et les systèmes exigés à divers endroits. Si l'accord est approuvé, le logo de WU serait ajouté sous « commanditaires » dans notre site Web et nos communications. L'annonce des services de WU serait communiquée aux membres.

MOTION : Geneviève Bouchard propose que l'accord avec Western Union soit approuvé conformément à sa présentation. Mike Walkey appuie cette proposition. (Motion proposée, appuyée et adoptée à l'unanimité.)

B. Cours sur le Canada pour les agents en éducation (CCAIE)

Gonzalo signale que le Cours sur le Canada a été créé avec l'appui d'AMC (Affaires mondiales Canada) et d'ICEF. LC a fait part de l'initiative au CCEI (Consortium canadien pour l'éducation internationale) et AMC devait s'assurer que le cours demeure pertinent et soit régulièrement mis à jour tous les deux ans. Étant donné qu'AMC se défait du CCAIE, l'ACEP-I et LC ont offert de s'en charger et de continuer à l'offrir. Le cours est un excellent outil pour les agents. En ce qui concerne le partage des recettes, une moitié du Cours sur le Canada appartiendra à l'ICEF et l'autre moitié conjointement à l'ACEP-I et LC. La propriété intellectuelle du CCAIE sera détenue par les trois parties. Gonzalo fera circuler le document au conseil après l'appel. Il serait bénéfique pour LC d'être propriétaire du CCAIE parce qu'il pourrait porter le nom de LC pour faire reconnaître les agents et passer à une phase numérique pour communiquer avec les agences d'éducation dans le monde entier. En outre, il s'agit d'une source de revenus pour LC et l'ACEP-I (environ 10 000 à 12 000 \$ par année). Le CCAIE aidera à promouvoir le Canada comme destination d'éducation internationale et à garantir l'assurance de la qualité des agences.

MOTION : Sharon Curl propose que l'accord pour le Cours sur le Canada pour les agents d'éducation soit approuvé conformément à sa présentation. David Matthews appuie cette proposition. (Motion proposée, appuyée et adoptée à l'unanimité.)

8. Levée de la séance

MOTION : Mike Walkey propose que la séance soit levée. Anthony Stille appuie cette proposition. (Motion proposée, appuyée et adoptée à l'unanimité.)